Synthèse régionale Légère amélioration de l'économie martiniquaise en 2018

En 2018, le taux de chômage reste stable malgré la progression de l'emploi salarié. La situation financière des ménages et des entreprises est satisfaisante; l'encours sain de crédit augmente en raison des taux d'intérêt bas. Les créations d'entreprises sont également en hausse. Les secteurs portuaire et aérien continuent leur embellie, portée par le tourisme qui se maintient à un très haut niveau. Cependant, le niveau général des prix est à la hausse, poussé notamment par les tarifs de l'énergie et des services.

Isabelle Padra-Rebelo, Insee

Un marché du travail qui se dynamise

En 2018, pour la deuxième année consécutive, le taux de chômage se stabilise à 18 %: 27 000 personnes au chômage au sens du Bureau International du travail (BIT). Les femmes sont légèrement moins touchées que les hommes (17 % contre 18 % pour les hommes). Ce taux de chômage reste deux fois plus élevé que celui de la France métropolitaine (9 %). Cette année se caractérise aussi par une baisse du nombre de demandeurs d'emploi, surtout de catégorie A. Cette tendance est confirmée par la hausse de 1,4 % de l'emploi salarié marchand sur l'année (après + 0,3 % en 2017). Les services aux entreprises et l'hôtellerie-restauration sont les secteurs qui contribuent le plus à cette croissance. L'année 2018 est également bénéfique pour l'industrie et la construction, avec une hausse de ses effectifs respectivement de 2,7 % et 1,8 %.

En parallèle, en 2018, les autorisations de construction ont fortement augmenté (+ 36 %). Les logements collectifs représentent 60 % d'entre elles, soit le niveau le plus élevé de la dernière décennie.

Les créations d'entreprises sont également en hausse (6,1 %). Mais le fait notable est la progression des créations de sociétés de 1,5 % en 2018. Avec 1 613 sociétés créées, le niveau record de 2007 est largement dépassé. Ces sociétés sont potentiellement pourvoyeuses d'emplois salariés. Cette dynamique entrepreneuriale s'explique également par un fort rebond de créations d'entreprises sous le régime du micro-entrepreneur (+ 25 %) après cinq années consécutives de baisse. Une autre aspect positif est la baisse continue depuis trois ans des défaillances d'entreprises (– 10 % par rapport à 2017).

Une activité bancaire bien orientée en 2018

L'activité bancaire continue à être bien orientée en 2018. Les ménages et les entre-

prises participent à cette dynamique, leurs encours sains augmentant respectivement de 5,7 % et 6,2 %. Par rapport à 2017, les encours de crédit à l'habitat affichent une hausse de 4,8 % et ceux des crédits à la consommation une hausse de 7,7 %. Une conséquence est l'augmentation sur un an des ventes de véhicules particuliers et commerciaux neufs de 5,4 %. Parallèlement, les encours des crédits aux entreprises progressent de 6,2 %, plus forte hausse depuis dix ans. Cette augmentation s'explique par le dynamisme des crédits d'investissement. Malgré un taux de chômage élevé, la consommation des ménages se maintient en Martinique. En 2017, elle augmente de

consommation des ménages se maintient en Martinique. En 2017, elle augmente de 0,1 % en volume pour une population qui diminue de 0,9 %. La consommation des ménages doit sa bonne tenue à une santé financière des ménages qui s'améliore d'année en année malgré la légère reprise de l'inflation en 2018 (+ 1,3 %).

Les tarifs de l'énergie poussent les prix à la hausse

En 2018, les tarifs de l'énergie ont participé à la progression du niveau général des prix. Les tarifs de l'énergie et les produits pétroliers ont augmenté respectivement de 5,7 % et 7,5 %, entraînant une augmentation de 1,3 % des prix en Martinique. Cette hausse est due, notamment, à l'augmentation de 1,1 % des prix de l'alimentation hors produits frais. En revanche, les prix des produits manufacturés restent stables (+ 0,4 % en 2018) et contribuent peu à l'inflation.

La balance commerciale se stabilise

Le commerce extérieur amorce un nouvel élan après une année 2017 assez morne. Les importations et les exportations augmentent légèrement (respectivement + 0,1 % et + 1,2 %). Les exportations vers la France métropolitaine ou la Guyane augmentent respectivement de 10,9 % et 24,1 %. Les

importations, elles, sont stables après plusieurs années en dent de scie. De plus, les échanges commerciaux avec les pays de la Caraïbe s'intensifient (+ 63,5 % d'exportations et + 29,1 % d'importations).

La culture de la canne essentiellement orientée vers la production de Rhum

Les mauvaises conditions climatiques, dues à un carême pluvieux, ont provoqué une chute de 7 % de la teneur en saccharose de la canne à sucre, niveau le plus bas des 25 dernières années. Cependant, les livraisons aux distilleries progressent de 3,3 % en 2018. Avec 175 000 tonnes de cannes broyées livrées, c'est 85 % de la production, soit 22 points de plus qu'il y a dix ans. De plus, les événements climatiques successifs de 2016 et 2017 ont fragilisé la banane, malgré les efforts des agriculteurs pour relancer la production : 140 434 tonnes de bananes ont été produites en 2018, bien moins qu'en 2015 (199 242 tonnes).

Le tourisme au beau fixe

Le transport aérien poursuit sa croissance amorcée en 2016. L'année 2018 est marquée par l'arrivée de nouveaux opérateurs, de nouvelles dessertes en provenance des États-Unis, d'Allemagne et du Canada. Le trafic global de passagers progresse de 1,6 % par rapport à 2017 porté par la hausse du trafic national de 3,8 % et du nombre de passagers en provenance d'Amérique du Nord ou d'Europe. Cette progression des passagers, grâce à la croisière « tête de ligne », continue à être dopée par les événements climatiques qui ont affecté les Îles du Nord en 2017. De fait, l'activité passagers bat plusieurs records : plus d'un million de visiteurs pour la deuxième année consécutive, et plus de 500 000 touristes de séjour pour la troisième année consécutive. Les recettes touristiques directes sont évaluées à 451,4 millions d'euros, soit 6,3 % de plus qu'en 2017.

Contexte national et international L'économie française en ralentissement

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

L'activité américaine est portée par les mesures fiscales, celle de la zone euro ralentit

En 2018, l'activité aux États-Unis connaît un regain de croissance (+2,9 % après + 2,2 %) portée par un fort rebond des dépenses gouvernementales et par les mesures fiscales en faveur du revenu des ménages et de l'investissement des entreprises. En revanche, après un pic d'activité en 2017 (+2,5 %) inédit depuis 2007, la croissance en zone euro ralentit (+ 1,8 %) malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours très accommodante. Cette baisse de régime affecte différemment la croissance des principaux pays: l'activité en Italie et en Allemagne se replie durant le second semestre 2018, l'activité française ralentit nettement tandis que l'Espagne conserve un rythme de croissance dynamique. La croissance britannique s'essouffle aussi un peu, sa demande intérieure ralentissant dans un contexte d'attentisme lié au Brexit.

L'économie française ralentit en 2018 après une année 2017 dynamique

Après avoir crû vivement en 2017 (2,3 %), le PIB français ralentit en 2018 (+ 1,7 %, *figure 1*). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,7 point), plus forte contribution depuis 2012. En effet les importations ralentissent davantage (+ 1,2 % après + 3,9 %) que les exportations (+ 3,6 % après + 4,7 %). Les entreprises déstockent en 2018 (contribuant pour – 0,3 point à la croissance annuelle, après + 0,2 en 2017), et la demande intérieure hors stock est freinée par la consommation des ménages (contribution de + 0,5 point à la croissance du PIB après + 0,7 point) et la demande publique (+ 0,3 point après + 0,4 point).

1 Les ralentissements de la consommation et de l'investissement freinent la croissance du PIB

Variation annuelle du PIB en %, contributions en point



Champ : France.

Source: Insee, comptes nationaux, base 2014.

L'investissement des entreprises décélère mais reste robuste

L'investissement des ménages ralentit nettement en 2018 (+ 1,5 % après + 5,6 % en 2017), notamment en raison du repli des mises en chantier et de la stabilisation des transactions de logements anciens. Par ailleurs, l'investissement des entreprises ralentit tout en restant robuste (+ 2,8 % après + 4,7 % en 2017) dans un contexte de taux d'utilisation des capacités productives dans l'industrie manufacturière à son plus haut niveau depuis dix ans (85,1 %).

Le rythme des créations d'emploi conduit à une baisse un peu moins rapide du chômage

L'emploi total progresse en glissement en fin d'année 2018 de + 164 000 après + 343 000 fin 2017 (dont + 150 000 sur le champ salarié marchand non agricole après + 323 000 en 2017). Ainsi, en moyenne annuelle, le taux de chômage poursuit un peu plus lentement son repli pour atteindre 9,1 % de la population active française, après 9,4 % en 2017 et 10,0 % en 2016 (respectivement 8,8 % au 4^e trimestre 2018, 9,0 % fin 2017 et 10,0 % fin 2016).

Le pouvoir d'achat ralentit légèrement du fait de l'inflation

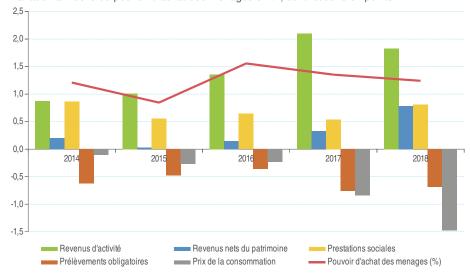
En moyenne annuelle, les prix à la consommation accélèrent en 2018 pour la troisième année consécutive (+ 1,8 %, après + 1,0 % en 2017), conduisant à un léger ralentissement du pouvoir d'achat des ménages : + 1,2 % après + 1,4 % en 2017 (figure 2). Le ralentissement de la masse salariale prove-

Contexte national et international

nant de celui de l'emploi joue également dans le même sens. En revanche, le ralentissement du pouvoir d'achat est atténué par l'accélération des revenus du patrimoine, des prestations sociales en espèces et le ralentissement des prélèvements fiscaux. En outre, la chronique infra-annuelle de l'évolution du pouvoir d'achat est marquée en 2018 par plusieurs mesures nouvelles (bascule CSG-cotisations sociales, réduction de taxe d'habitation, fiscalité indirecte sur le tabac et l'énergie notamment).

2 Le regain d'inflation en 2018 conduit à de moindres gains de pouvoir d'achat

Variation annuelle du pouvoir d'achat des ménages en %, contributions en points



Champ: France.

Source: Insee, comptes nationaux, base 2014.